

**OMASOMBO Tshonda, Jean (dir.),
*Haut-Katanga. Lorsque richesses économiques et pouvoir forcent
une identité régionale, t. 1 Cadre naturel, peuplement et
politique, t. 2 Bassin du cuivre : matrice et horizon*, Tervuren,
Musée Royal de l'Afrique Centrale, 2016, 688 et 296 p. Tomes
vendus dans un coffret, constituant un seul volume.**

Ce volume est le onzième d'une collection qui s'emploie depuis 2011 à couvrir les 26 nouvelles provinces prévues dans la constitution du 18 février 2006, mais seulement mises en place en 2015. Il suit d'abord le plan habituel de la série : le cadre physique, les peuples et l'occupation de l'espace, y compris l'implantation des activités, ici l'Union Minière, et celle des missions européennes. Ces deux premières parties (247 p.) se terminent par un chapitre intitulé « Formation de nouveaux rapports sociaux au Katanga » jusqu'en 1960. L'originalité du volume est de réserver ensuite pour le premier tome l'histoire politique et pour le second les activités économiques.

La qualité du volume est exceptionnelle, car les auteurs ont disposé pour la rédaction de l'histoire politique des archives déposées au Musée d'Afrique Centrale de Tervuren par le Professeur René Clemens, de l'Université de Liège et de celle de Lubumbashi, qui a multiplié les missions au Katanga depuis 1957 et était devenu l'ami de Tshombe. Peu après la proclamation de l'indépendance, il devint le chef de la Mission d'assistance technique belge au Katanga, puis, à partir du 12 octobre 1960, le Chef du Bureau Conseil de l'État du Katanga jusqu'au 18 juillet

1961. L'ONU ayant alors imposé le départ de tous les conseillers belges du Katanga, le Professeur Clemens réussit cependant à continuer des présences au Katanga à titre de professeur de l'Université de Lubumbashi. Il bénéficia du soutien du Gouvernement belge, notamment pour une série de 9 missions aux États-Unis, à Brazzaville et à Ndola en Zambie du 26 août au 15 septembre 1962. En 1964, quand Tshombe fut nommé Premier Ministre à Kinshasa, du 7 juillet 1964 au 13 octobre 1965, René Clemens, conseiller très actif mais discret, y fut appelé. Il resta avec Tshombe jusque pendant son séjour en Espagne.

L'histoire politique retracée dans ce volume fait une large place à l'histoire de la sécession du Katanga en 1960-1963 et éclaire le rôle de la Belgique dans la déclaration d'indépendance et durant la sécession de cette province. Mais l'importance du Katanga est telle dans l'histoire de la RD Congo que les informations exceptionnelles dont les auteurs ont disposé les ont obligés à souligner aussi le rôle de Tshombe, d'autres hommes politiques du Katanga, des « Tigres » qu'ils ont mis sur pied, et de leurs conseillers ou mercenaires étrangers dans l'histoire de toute la République. La force du volume tient pour une

part à la richesse de ses informations, qui en fait une référence obligée sur d'importantes questions. Mais les auteurs sont aussi à féliciter pour avoir su garder une distance critique par rapport à cette source. Ils en ont cherché et trouvé d'autres pour la mettre éventuellement en question. Un chapitre préliminaire retrace l'histoire de l'organisation administrative du grand Katanga avant son découpage en quatre nouvelles provinces en 2015 et de façon plus spécifique des territoires du Haut-Katanga. L'histoire de la sécession katangaise est traitée dans six chapitres (p. 313-502). Les quatre chapitres ultérieurs sont plus brefs (p. 503-611). Ils ont pour objet les efforts du Katanga pour « reprendre pied dans l'arène politique congolaise », les deux guerres du Shaba, puis le rôle des acteurs et le poids du Katanga dans le gouvernement de la République jusqu'à nos jours.

Un des thèmes permanents du volume est la recherche de l'identité katangaise. Qui est autochtone au Katanga ? Qui est Katangais ? Le titre du livre invite à considérer que c'est à la fois l'organisation administrative depuis 1885 et les intérêts économiques résultant de l'exploitation minière qui ont conduit à la formation de communautés humaines se disant katangaises. Il est aujourd'hui acquis que les identités sont construites par le développement des réseaux sociaux et la culture. Celle-ci a le rôle décisif, en développant une vision commune et les valeurs au nom desquelles on croit pouvoir légitimer ses intérêts. Le volume lui-même montre à diverses reprises que ces mécanismes

étaient déjà pleinement en jeu dans la société précoloniale. Au moment de la pénétration coloniale, de grands ensembles, luba, lunda, de la Luapula et des Nyamwezi venus de Tanzanie avaient déjà superposé aux sociétés plus anciennes le système des chefferies que la colonisation a repris en le remodelant. L'exploitation du cuivre est établie à Naviundu, près de Lubumbashi, au 3^e siècle de notre ère (p. 88). Les transformations ont été amplifiées et accélérées par le progrès technique et la densification de la population, mais le discours de la société coloniale, selon lequel la construction des identités actuelles aurait commencé avec son arrivée sur le continent africain est indéfendable. Des progrès sérieux ont été réalisés pour que l'histoire des Africains prenne corps dans l'histoire de l'Afrique, mais des progrès sont encore souhaitables pour qu'elle soit un souci de toute l'histoire de l'Afrique.

Les auteurs sont en effet inévitablement influencés par leurs sources : le chapitre sur les religions ne traite que de l'implantation des missions européennes, sans aucune mention des facteurs de conscience sociale qui ont donné à Lubumbashi une figure religieuse très différente de celle de Kinshasa, ni de la naissance et du développement des Églises indépendantes depuis les années 1980.

L'intérêt est de même quelque peu étroitement concentré sur les principaux acteurs politiques. À titre d'exemple, le Général Victor Lundula est un personnage qui est simplement cité en quelques occasions, alors qu'il a profondément contribué à la formation de la mentalité en RD Congo.

Il s'était engagé dans la Force publique pour la campagne d'Éthiopie puis l'expédition du Moyen-Orient. Il était bourgmestre de la commune de Kikula dans la ville de Likasi depuis les élections de 1959. Il fut nommé Général et Commandant en chef de l'Armée Nationale Congolaise, le 9 juillet 1960. Face à l'intervention de l'armée belge à Lubumbashi le lendemain et à la proclamation de la sécession du Katanga le 11 juillet, il exprima son opposition à la démobilisation des troupes sans instruction de Kinshasa et à la distribution d'armes aux Européens. Mais il eut aussi le souci d'éviter autant que possible toute effusion de sang : il se rendit à Shinkolobwe, à 20 km de Likasi, pour y obtenir des soldats l'évacuation de la population blanche. Arrêté le 17 juillet par les autorités katangaises, c'est à l'intervention des officiers belges qu'il put arriver à Kinshasa le 23 juillet. Il fit à nouveau preuve de personnalité et d'un haut sens de responsabilité dans ses prises de position ultérieures, toujours à la recherche de la paix et de l'unité nationale. Le livre mentionne de nombreux acteurs africains dont le portrait n'est pas esquissé comme ceux de nombreux agents belges, construits sur base des papiers Clemens. Nous signalons par ailleurs que « l'affaire de Hemptinne », née de son attitude vis-à-vis de l'effort de guerre (évoquée p. 226), a été totalement élucidée dans un livre de l'Abbé Germain Kasonde Kyawama Kadingilwa sur Mgr de Hemptinne publié à Lubumbashi en 2010 par l'imprimerie de l'Archidiocèse (oeckaed@gmail.com).

L'histoire de la population est plutôt reportée au tome 2, mais on trouve dans le premier des indications concernant la population non africaine. Les données fournies pour l'année 1960 (p. 172 et 182) sont une citation indirecte. Ce sont les chiffres du *Recensement de la population non-autochtone au 3-1-1958* publiés dans le *Bulletin mensuel des Statistiques du Congo Belge et du Ruanda-Urundi* de janvier 1959 à mars 1960. Les chiffres donnés pour le Haut-Katanga sont ceux de l'ensemble de la province en 1958. Les tableaux du recensement permettent de les détailler par territoire ou ville, nationalité et groupe professionnel.

Le tome 2 n'a pas l'originalité du premier. L'introduction explicite même que son ambition n'est pas de reconstruire les processus historiques. Mais il est une synthèse qui éclaire les problèmes auxquels le bassin du cuivre est aujourd'hui confronté. Le livre comporte cinq chapitres bien documentés : les villes (60 p.), les campagnes (40 p.), l'agriculture (27 p.), les activités minières (88 p.) et les secteurs auxiliaires des transports et de l'énergie (55 p.). Tous les chapitres soulignent la dimension précoloniale et les transformations profondes depuis la chute de Mobutu que le secteur étudié a connues.

Le premier chapitre s'ouvre par la présentation d'une carte de 1907 qui comporte 75 gisements miniers dans l'arc cuprifère du Haut-Katanga, tous antérieurs à la colonisation. Un réseau de pistes caravanières les reliait et était celui des caravanes d'exportation de leur production et de la pénétration

de nouveaux groupes humains qui se superposaient aux anciens. L'histoire d'Elisabethville est particulièrement éclairée, avec une organisation particulière de sa cité en 1926 par le Gouverneur Heenen, qui préconisait une certaine entrée des Africains dans l'économie capitaliste. Une analyse de l'extension de la ville est menée à partir d'images satellites et l'évolution de sa population est esquissée à partir des sources classiques et d'une étude inédite d'une Association des démographes (Adras). Le secteur privé est présenté comme étant aujourd'hui le premier employeur, dominé par des étrangers européens et asiatiques.

Le chapitre consacré aux campagnes contient une trentaine de pages qui sont une réflexion solide sur les problèmes du développement rural. Ce problème a été posé au Katanga par la transformation des campagnes en réservoirs de main-d'œuvre à partir des années 1920. En 1925, les revenus des pêcheurs de Pweto était égaux à ceux des milieux urbains. Mais les prix des produits ruraux ont été progressivement contrôlés, notamment par l'implantation de la minoterie de Kakontwe en 1925. Même les petits producteurs européens ont été éliminés et des entraves ont été mises à la circulation des commerçants africains. Les charges imposées aux paysans ont par contre été alourdies, spécialement pendant la guerre 1940-1945, où la baisse de la valeur de la monnaie constituait « la pire des taxes » selon Mgr de Hemptinne. L'auteur n'hésite pas à écrire que « Les industries minières ont été le premier facteur de stagnation ... et de paupérisation

des milieux ruraux ». Même après la victoire de 1945, les investissements nécessaires au développement de l'agriculture n'ont pas été réalisés. Après la colonisation, le « Retroussons les manches », les Offices créés par Mobutu et la zaïrianisation de 1973 ont été des échecs dans les milieux ruraux. Le Haut-Katanga vit d'importations alimentaires. L'auteur reprend l'opinion que « Économiquement, on peut s'interroger sur l'opportunité d'inciter les campagnes à combler le déficit en maïs » (p. 102), car ce genre de projets ne modifie pas les logiques qui ont engendré la dépendance alimentaire. Le chapitre s'achève par un essai d'histoire de la population. L'auteur considère inadéquatement les estimations que j'ai faites pour 2004 comme une donnée charnière, en fonction de laquelle il calcule des taux distincts de croissance du recensement de 1984 à 2004 et de 2004 à 2010, année pour laquelle j'ai proposé une nouvelle estimation qui repose aussi sur un taux de croissance annuelle moyenne par rapport à 1984.

Le troisième chapitre sur l'agriculture prolonge brièvement le précédent. Il fait observer que les petites et moyennes entreprises agricoles sont en expansion dans les milieux périurbains et que la majorité des champs s'aligne le long des voies de communication. Des paragraphes spécifiques sont consacrés aux principales productions alimentaires. Il relève aussi l'importance des inspecteurs et des moniteurs agricoles, qui ont le mérite d'être au contact des paysans, mais qui sont peu pris en compte et peu équipés.

Les activités minières, qui sont présentées dans le titre du volume comme une des deux forces fondamentales de la création de l'identité régionale du Katanga, ont le chapitre le plus long. L'auteur souligne que la Gécamines a longtemps eu un personnel pléthorique et a longtemps assumé des charges sociales considérables. Sa production a atteint en 1986 le sommet de 480.000 tonnes de cuivre, 14.000 tonnes de cobalt et 147.000 tonnes de zinc, provenant surtout de la mine de Kipushi, inondée en 1993 et non encore remise en exploitation. Ce sommet était cependant trompeur, car la recherche d'un maximum de revenus immédiats avait été faite au détriment des investissements nécessaires : la mine de Kamoto s'est effondrée en 1990. L'analyse ne tente pas d'approche systématique des prélèvements effectués sur les revenus miniers par diverses instances.

Le code minier très libéral de 2002 a attiré de nouveaux investissements qui ont porté la production de cuivre à plus d'un million de tonnes en 2014. Mais le libéralisme du code minier a permis des transferts de titres sur ses concessions minières sans aucun investissement, avec revente à des prix supérieurs dont la RD Congo ne tire aucun profit. L'auteur souligne comme faiblesse fondamentale du système minier actuel le fait que les produits sont exportés à des taux de concentration insuffisants et même dérisoires pour la majorité du cobalt. Des techniques nouvelles permettent pourtant à une usine plus récente d'aboutir à un cuivre à haute teneur. Le secteur minier s'est, par ailleurs, profondément

transformé : la Chine seule a une centaine de Compagnies actives dans le secteur au Haut-Katanga ; l'Inde en a moins et elles sont de plus petite dimension, mais sa production est en outre vendue à la Chine, faute de débouchés en Inde, pour le cuivre comme pour le cobalt, dont le Congo fournit plus de la moitié de la production mondiale. La création du Cadastre minier CADMI en 2002 est un autre instrument de la priorité donnée aux investissements miniers par rapport au souci du développement rural. Les concessions que concède le CADMI autorisent à exiger le déplacement de la population et il y a une disproportion criante entre les contreparties accordées aux communautés locales et les dégradations environnementales et sociales qui résultent de l'exploitation minière industrielle. L'exploitation artisanale apporte peu de profits, mais la population y trouve plus d'emplois et en tire plus de ressources.

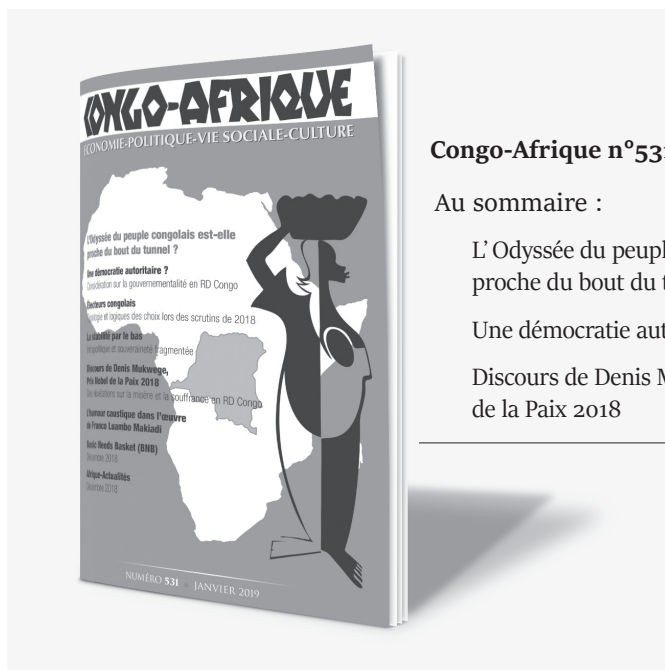
Le dernier chapitre traite plus longuement de l'histoire du rail, aujourd'hui en voie d'être supplanté par les camions et les routes, que des problèmes énergétiques. Il note la priorité prise par les liaisons routières avec la Zambie pour le trafic minier et l'approvisionnement des villes du sud. Ces villes ne reçoivent plus le riz du Maniema et la production agricole du nord du Katanga, qui s'est redirigée vers le Kasai. L'image de la voie nationale, développée par Mobutu, n'a plus de fondement ; elle est supplantée par les projets de corridors transafricains vers l'Afrique du Sud et l'Océan Indien.

Dans le compte rendu des volumes antérieurs, j'avais exprimé le souhait

d'un index qui permette de retrouver les richesses de leur documentation. La possibilité désormais indiquée de consulter les volumes par internet répond à ce souhait, car il est en effet facile de rechercher ainsi les occurrences d'un mot ou d'une expression. Un autre souhait déjà exprimé reste d'actualité. Les volumes contiennent en dépliant une carte originale de valeur, mais peu expressive. Ils reproduisent de nombreuses anciennes cartes. Le cartographe associé à l'édition des volumes rendrait un service appréciable en créant les cartes qui

permettraient de localiser les termes géographiques parfois nombreux et non localisables par la documentation fournie. Il pourrait aussi contrôler la cohérence de celle-ci avec le texte. Page 152-153, une carte de 60 gisements miniers identifiés par un numéro est reproduite, accompagnée de la liste des noms de ces gisements, sans indication des numéros correspondants. Ces souhaits sont exprimés pour le progrès d'une collection qui a déjà ses titres de noblesse et dont le volume présenté ici est d'une qualité exceptionnelle. ■

Léon de SAINT MOULIN, S.J.



Congo-Afrique n°531 • Janvier 2019

Au sommaire :

L'Odyssée du peuple congolais est-elle proche du bout du tunnel ?

Une démocratie autoritaire ?

Discours de Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018